

Face à la Chine, le protectionnisme généralisé n'est pas la solution

Synthèse

Dans un rapport récent, le Haut-Commissariat à la Stratégie et au Plan¹ pointe le risque posé par la concurrence chinoise pour l'industrie européenne et met en avant des solutions avant tout protectionnistes : droits de douane généralisés ou baisse de l'euro. Ces mesures risquent cependant de produire autant d'effets négatifs que positifs, si tant est que l'on parvienne à les mettre en place. Il serait préférable de chercher à améliorer la compétitivité de l'industrie européenne par les moyens à notre disposition, ce qui n'a pas vraiment été fait jusqu'à présent.

1. Des droits de douane de 30 % créeraient autant de problèmes qu'ils en résoudraient

Parmi les deux options suggérées dans le rapport, la première est l'instauration de droits de douane de 30 % sur l'ensemble des importations chinoises. Efficaces à première vue pour protéger l'industrie européenne face à la concurrence chinoise, ces droits de douane risquent cependant de se révéler contre-productifs.

Premièrement, ces droits de douane devraient, toutes choses égales par ailleurs, conduire à une appréciation de l'euro par rapport au renminbi. En effet, d'après le célèbre modèle de la symétrie de Lerner de 1936, une taxe sur les importations est équivalente à une taxe sur les exportations. En effet un droit de douane, en réduisant les importations, réduit la demande de monnaie étrangère et conduit donc à une appréciation de la monnaie domestique qui annule l'effet positif espéré sur la compétitivité du droit de douane. C'est notamment la raison pour laquelle la politique protectionniste de Donald Trump est critiquable, même du point de vue américain : les importations et les exportations tendent à évoluer en parallèle. Cependant, le rapport du Haut-Commissariat à la Stratégie et au Plan ne mentionne pas cet effet, alors même qu'il met l'accent sur la question du taux de change.

Deuxièmement, la Chine pourrait prendre des mesures de rétorsion commerciale. La stratégie mercantiliste chinoise évite d'être trop frontalement protectionniste, probablement de manière à éluder les critiques des autres pays. Des droits de douane européens de 30 % équivaldraient cependant à une déclaration de guerre commerciale qui appellerait certainement une réaction chinoise. Cela pourrait concerner des mesures de rétorsion sur les importations européennes (comme cela a été le cas sur le cognac) ou sur les exportations chinoises (comme sur les terres rares en réaction aux droits de douane américains).

Troisièmement, l'industrie européenne perdrait en compétitivité vis-à-vis du reste du monde. Les importations chinoises sont composées de produits finis mais aussi de composants utilisés par l'industrie. Une hausse de leur coût pénaliserait la compétitivité de l'industrie européenne sur les autres marchés mondiaux et sur son sol vis-à-vis des produits du reste du monde hors Chine. Ce qui serait gagné en compétitivité vis-à-vis de la Chine risque d'être perdu vis-à-vis d'autres concurrents.

¹ <https://www.strategie-plan.gouv.fr/publications/lindustrie-europeenne-face-au-rouleau-compresseur-chinois>

Quatrièmement, des droits de douane généralisés toucheraient des productions qui seront de toute façon importées. Par exemple, l'Europe ne redeviendra pas un producteur massif de chemises qui continueront à être importées d'Asie. Autant, dans ce cas, les importer à moindre coût en laissant jouer la concurrence entre les pays producteurs.

Enfin se pose la question de la capacité à empêcher les contournements des droits de douane. Depuis le premier mandat de Donald Trump et l'instauration de droits de douane envers la Chine, les contournements *via* des pays tiers semblent avoir été importants², même s'il n'est pas aisé de connaître les chiffres précis à ce sujet.

2. Jouer sur le change est plus facile à dire qu'à faire

La deuxième stratégie mise en avant par le rapport consisterait à jouer sur le change, en poussant délibérément l'euro à se déprécier de 20 % ou 30 % par rapport au renminbi. Cependant, les leviers exacts par lesquels l'Union européenne parviendrait à ce résultat ne sont pas explicités.

Le rapport cite l'accord du Plaza de 1985 en exemple, quand l'action coordonnée des grands pays de l'époque avait été décidée pour faire baisser le dollar et ainsi réduire le déficit commercial américain (à l'époque, c'est l'industrie japonaise et non chinoise qui semblait invincible). Cette comparaison semble peu utile pour l'époque actuelle.

D'une part, cette stratégie implique une volonté commune d'aller dans le même sens. Or, entre une Chine ouvertement mercantiliste et des États-Unis qui considèrent la coopération comme un gros mot, on perçoit mal quel accord pourrait être conclu entre grandes puissances. D'autre part, l'impact exact de ces accords tant sur le change que sur le solde commercial reste discutable³. En effet, le dollar avait commencé à baisser plusieurs mois avant l'accord⁴, celui-ci a peut-être simplement poursuivi une tendance déjà en cours. Enfin, une modification des taux de change ne se fait pas toute seule, elle est guidée par des politiques précises (notamment une baisse des taux aux États-Unis dans le cas de l'accord du Plaza) qui peuvent comporter des effets secondaires indésirables.

Comment, concrètement, l'Union européenne (ou, en l'occurrence, la zone euro) pourrait-elle faire baisser l'euro par rapport au renminbi ? Le rapport ne précisant pas ce point, tentons quelques pistes.

Une première solution serait de baisser fortement les taux d'intérêt, afin de rendre les placements en euros moins attractifs. Cette stratégie serait efficace pour agir sur le change (avec l'ensemble des monnaies) mais peut conduire à une trop forte inflation ou à des bulles sur les prix d'actifs.

Une autre solution serait d'acheter du renminbi afin d'en faire monter le cours. Concrètement, cela reviendrait à investir plus en Chine, ce qui peut sembler paradoxal si l'on souhaite soutenir l'économie européenne face à la concurrence chinoise.

Enfin, face à cette politique visant à faire baisser l'euro, la Chine pourrait répliquer en redoublant d'efforts pour faire baisser le renminbi. Il serait difficile d'organiser une dépréciation forte de l'euro sans la collaboration des Chinois, qui ne semble pas du tout acquise. Décourager tout investissement chinois en Europe de manière à agir sur le change pourrait être un levier d'action, mais le coût risque d'être plus élevé que le gain.

² <https://www.cepii.fr/blog/bi/post.asp?IDcommuniqu=1080>

³ <https://paulkrugman.substack.com/p/a-balance-of-payments-primer-part-b66>

⁴ <https://fred.stlouisfed.org/series/TWEXMPA>

3. Dynamiser l'industrie européenne, indépendamment de ce que fait la Chine

La stratégie mercantiliste agressive chinoise est néfaste au reste du monde (pas qu'à l'Europe) du fait de la concurrence industrielle, mais il n'est pas non plus certain qu'elle soit bénéfique à la Chine (du fait des distorsions qu'elle implique en bridant la consommation). Il est cependant difficile d'empêcher un pays de dégager un excédent commercial quand il est fermement disposé à le faire, notamment car il est toujours possible, en comprimant la demande interne, de comprimer les importations.

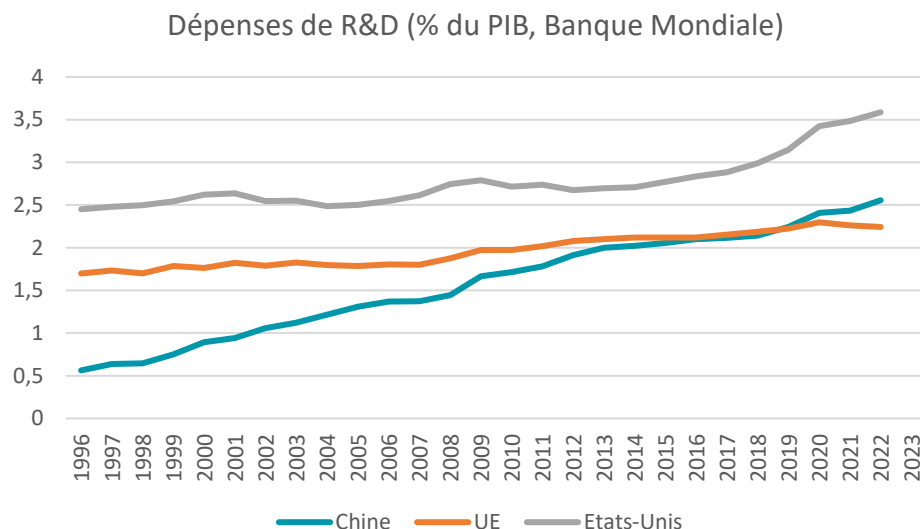
Il ne faut pas en conclure que l'Europe ne peut rien faire pour stimuler son industrie, le rapport du Haut-Commissariat esquisse d'ailleurs quelques pistes en ce sens, basées notamment sur le rapport Draghi.

Mais, d'après le rapport, l'écart de coûts avec la Chine est tel que l'Europe ne pourra jamais être compétitive sans mesures protectionnistes. Si tel est le cas (ce qui est loin d'être certain) alors des mesures protectionnistes ne régleraient rien et ne feraient au mieux que retarder l'inévitable déclin de l'industrie européenne. D'une part celle-ci perdrait définitivement pied sur le marché chinois d'abord, puis sur les autres marchés mondiaux au profit des produits chinois. Puis, artificiellement protégée, l'industrie européenne risquerait de devenir encore moins compétitive, ce qui nécessiterait d'ériger de nouvelles barrières commerciales, et ainsi de suite...

La redoutable concurrence chinoise doit au contraire nous pousser à mener une politique résolument favorable à l'industrie, ce que nous n'avons clairement pas fait. Les Chinois sont parfois un prétexte commode pour nous autoriser à détourner les yeux de toutes nos erreurs et renoncements. Avant de dire que nous ne pouvons pas être compétitifs, essayons déjà de l'être ! Ensuite seulement nous serons autorisés à reprocher aux Chinois de mener la politique qui est la leur.

Nous avançons quelques idées, sûrement déjà connues de tous, dans une liste non-exhaustive :

Premièrement, si les technologiques chinoises nous concurrencent c'est parce que les Chinois, eux, investissent dans ce domaine : les dépenses de recherche-développement de la Chine, insignifiantes il y a une trentaine d'années, sont désormais supérieures à celle de l'Union européenne en pourcentage du PIB. Commençons par investir dans la recherche plutôt que de consacrer des sommes gigantesques à financer un système de retraite à bout de souffle ou des dépenses publiques à l'utilité parfois douteuse.



Deuxièmement, la Chine a fait de gros efforts d'éducation quand nous avons décidé de distribuer le bac dans des pochettes surprises pour permettre au ministre en place d'afficher de bons taux de réussite (permettez à l'ancien prof qui écrit ces lignes de placer ici son coup de gueule...). Le sujet a déjà été longuement labouré et commenté, passons directement au point suivant.

Avons-nous vraiment envie de nous réindustrialiser ? Au vu de l'opposition récurrente aux implantations d'usines, la question mérite d'être posée⁵. Par exemple, alors que notre dépendance aux terres rares chinoises est manifeste, le projet de mine de lithium dans l'Allier fait l'objet d'une forte opposition⁶. Si ces oppositions et les considérations écologiques qui les entourent sont légitimes, il serait cependant souhaitable de sortir de notre contradiction actuelle qui consiste à vouloir des usines mais pas les désagréments qui vont avec.

La fiscalité (notamment le poids des impôts de production en France), l'énergie (les difficultés de l'industrie allemande tiennent pour beaucoup à la dépendance passée au gaz russe) ou les contraintes administratives sont d'autres pistes d'action sur lesquelles l'Europe pourrait efficacement travailler.

9 février 2026

Sylvain Bersinger, économiste et
fondateur du cabinet Bersingéco

contact@bersingeco.fr



⁵ <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/quand-les-francais-sopposent-aux-projets-industriels-2214671>

⁶ <https://www.politis.fr/articles/2024/03/allier-echassieres-imerys-emili-une-mine-de-lithium-electrise-le-debat/>